

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS93/1
G/L/175
G/AG/GEN/8
G/LIC/D/9
22 juillet 1997
(97-3074)

Original: anglais

INDE - RESTRICTIONS QUANTITATIVES A L'IMPORTATION DE PRODUITS AGRICOLES, TEXTILES ET INDUSTRIELS

Demande de consultations présentée par la Nouvelle-Zélande

La communication ci-après, datée du 16 juillet 1997, adressée par la Mission permanente de la Nouvelle-Zélande à la Mission permanente de l'Inde et à l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 4:4 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

Les autorités de mon pays m'ont chargé de demander l'ouverture de consultations avec l'Inde conformément à l'article 4 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends, à l'article 19 de l'Accord sur l'agriculture, à l'article 6 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation et à l'article XXII:1 de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (le "GATT de 1994"), au sujet des restrictions quantitatives maintenues par l'Inde à l'importation d'un grand nombre de produits agricoles et industriels.

De l'avis de la Nouvelle-Zélande, les restrictions quantitatives maintenues par l'Inde, visant plus de 2 700 lignes tarifaires englobant des produits agricoles et industriels notifiées à l'OMC à l'annexe I, partie B du document WT/BOP/N/24 daté du 22 mai 1997, et les procédures de licences et procédures administratives applicables à ces restrictions sont incompatibles avec le GATT de 1994, l'Accord sur l'agriculture et l'Accord sur les procédures de licences d'importation. Les dispositions de ces accords avec lesquelles il apparaît que les restrictions et procédures connexes sont incompatibles sont les suivantes:

- articles XI:1 et XVIII:11 du GATT de 1994;
- article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture; et
- article 3 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation.

La Nouvelle-Zélande considère également que les restrictions et procédures connexes annulent ou compromettent les avantages résultant pour la Nouvelle-Zélande du GATT de 1994 au sens de l'article XXIII:1 b) du GATT de 1994.

La Nouvelle-Zélande se réserve le droit de soulever des points de fait et de droit additionnels au cours des consultations.

Nous attendons votre réponse à la présente demande et souhaitons qu'une date mutuellement acceptable puisse être fixée pour ces consultations.